

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 300 BRESIL: TROIS NOUVEAUX DEPUTES SUSPENDUS

Les 29 mars et 1er avril 1976, le gouvernement vient d'utiliser une nouvelle fois ses pouvoirs d'exception pour punir trois députés fédéraux de l'opposition en raison de déclarations jugées attentatoires au régime. C'est ainsi que Amaury Muller et Nadir Rosseti, puis Lysâneas Maciel se sont vus retirer leur mandat parlementaire et suspendre leurs droits politiques pour dix ans. En janvier dernier, deux députés avaient déjà été victimes de semblable mesure (cf DIAL D 276).

Avec cette politique "dure", le gouvernement entend décaper l'opposition de ses éléments les plus radicaux en vue des élections municipales, qui doivent avoir lieu en 1976, et parlementaires, prévues pour 1978. On se souvient que les élections parlementaires de novembre 1974 avaient vu la victoire de l'opposition; depuis cette date, une violente répression a été déclenchée et se poursuit encore contre le Parti communiste brésilien, clandestin, accusé de noyauter le Mouvement démocratique brésilien.

Nous donnons ici le texte de la protestation, finalement modérée, du Mouvement démocratique brésilien, de l'opposition, et la réplique virulente de l'Alliance pour la rénovation nationale, parti de la majorité.

(Note DIAL)

1- MANIFESTE DU MOUVEMENT DEMOCRATIQUE BRESILIEN (MDB)

Le Mouvement démocratique brésilien à la Nation:

Les coups de force du gouvernement deviennent routine. Des manifestations à dimension locale limitée, sorties de leur contexte, sont transformées en cas national dangereux; la révolte d'un député fougueux est considérée comme une offense aux institutions; tout cela dans le but de justifier la reprise de l'arbitraire et le mépris ouvert de la volonté populaire.

Le pouvoir prétendument offensé, ce pouvoir qui est juge et partie, est le même qui accuse et condamne. C'est là une aberration qui blesse la sensibilité morale des nations cultivées et civilisées et rappelle la phrase de Camus: "Le plus grands des tourments de l'homme c'est d'être jugé sans loi".

Derrière ce prétexte, consciemment ou non, les vraies raisons apparaissent dans toute leur clarté. C'est, d'une part, l'échec de la politique économique, marquée par la faillite du "miracle brésilien"; par

la dégradation de la qualité de la vie des familles de travailleurs; et par l'incapacité à mobiliser les ressources humaines du pays pour réaliser un modèle de développement stable et autonome. C'est, d'autre part, la tentative de distorsion du processus électoral; l'intimidation de l'opposition par son identification avec le communisme et la subversion; son affaiblissement par l'amputation de ses cadres dirigeants; et l'anesthésie, par la répétition et l'habitude, de la conscience civique des brésiliens dans le but de perpétuer un régime antidémocratique. Il est inutile d'ajouter que de tels objectifs ne seront pas atteints.

Le Mouvement démocratique brésilien est un parti qui sait faire preuve de solidité et de maturité dans de telles situations, qu'il n'a d'ailleurs jamais acceptées. Il ne peut se taire par peur ou accommodement: au Congrès, dans les Assemblées, dans les Chambres municipales, devant les moyens d'information et au cours des campagnes électorales, la voix de ses représentants s'est fait et se fera entendre, avec sa fermeté coutumière, pour refuser tout totalitarisme; pour protester contre la violence et l'illégalité; pour rejeter l'inconséquence et la radicalisation; pour inviter à la compréhension et à la concorde.

La pratique répétée de l'arbitraire aboutit à la peur devant le gouvernement, alors qu'il serait plus important pour lui d'être respecté. L'institutionnalisation de la peur engendre le désaccord, étape précédant celle des protestations violentes que le MDB parvient, en raison de son discours pacifique et conciliateur, à assimiler et à canaliser dans le vote, lequel est, dans les démocraties, le seul instrument valide de la condamnation populaire des injustices, des outrages à la dignité humaine, de la corruption et de l'incompétence.

L'amputation de ses cadres dirigeants est un sujet de préoccupation pour l'opposition; un dirigeant ne se forme pas du jour au lendemain. Pourtant, la puissance des aspirations démocratiques fait lever du nord au sud du pays des légions de jeunes membres du MDB; les crises sont pour eux un défi qui leur donne très vite le sens de l'observation et la capacité de réflexion des hommes politiques avertis.

Les inquiétudes de la Nation envers les erreurs gouvernementales sur le plan économique ne vont pas en diminuant mais en s'alourdissant. Tout le monde sait que ces problèmes ne se règlent pas à coups de force, de retrait de mandat parlementaire ou de décret, mais bien par la voie démocratique d'élaboration d'un consensus, seule base solide pour un véritable effort national. L'élévation du coût de la vie, l'augmentation de la dette extérieure, l'injustice dans la distribution de la richesse, la dénationalisation de l'économie, l'utilisation non rationnelle de nos sources d'énergie, l'absence de technologie nationale, le bas niveau alimentaire de la population: telles sont les questions que le Mouvement démocratique brésilien étudie sérieusement depuis longtemps et auxquelles il apporte, pour en débattre, des éléments de solution concrets et viables. La réponse du gouvernement n'est que la continuation d'une politique désastreuse, l'incohérence et l'incertitude de ses ministres ainsi que le refus du dialogue. Quant à la conscience des brésiliens, elle se redresse devant la force et reçoit avec indignation le geste déplacé, l'insulte au droit, l'humiliation du Congrès et le manque de respect envers la justice.

A l'opposé de ce que croient un certain nombre de gens, le peuple pense, lui aussi; il analyse les faits et profite de l'expérience; il prend parfaitement conscience de ses intérêts et exprime son jugement par le vote. Le peuple brésilien sait définitivement que la lutte par le bulletin de vote est valable et très importante.

Le Mouvement démocratique brésilien invite le gouvernement à ne plus retarder la concrétisation de l'engagement pris sur l'honneur par la Révolution - promesse toujours ajournée depuis douze ans - de réintégrer le peuple dans un Etat de droit, brésilien, moderne, efficace, basé sur les principes de la justice sociale et inspiré par la charte universelle des droits de l'homme que le Brésil a signée pour la grandeur de notre civilisation. Pour parvenir à cet idéal, qui est une aspiration nationale profonde et réelle, la révocation de l'Acte institutionnel n° 5 s'impose, sans préjudice des instruments démocratiques nécessaires à la défense de l'Etat, des institutions et des droits de la personne humaine. C'est dans cet Acte institutionnel que le MDB voit l'origine constante des crises qui nous inquiètent. En détruisant l'ordre juridique, il a institué le gouvernement des hommes et non celui de la loi, faisant ainsi de l'Exécutif le super-pouvoir qui écrase et supprime les autres pouvoirs. Il maintient la presse sous censure, empêche la libre critique et les dénonciations valides. Il sert de soutien à l'absolutisme policier, insolent, inhumain et inconséquent. Il altère la réputation internationale du Brésil. En somme, l'Acte institutionnel n° 5 est une atteinte permanente à la conscience démocratique de notre peuple, lequel est, sous son égide, contraint de vivre dans une atmosphère de coups de force, d'intolérance, de menace et de peur. Le MDB présentera au Congrès son projet d'amendement à la Constitution, permettant de normaliser la vie politique du pays (1). C'est pourquoi, il est disposé à discuter de toute proposition à caractère démocratique.

A cette occasion, le Mouvement démocratique brésilien renouvelle ses protestations contre le retrait de mandat parlementaire pour les valeureux camarades Amaury Muller, Nadir Rosseti et Lysâneas Maciel, victimes d'une violence qui a frappé non seulement leur personne, mais aussi le Pouvoir législatif dont ils étaient membres, le Mouvement démocratique brésilien auquel ils appartenaient, et les Etats dont ils étaient les représentants; cette mesure est un coup porté contre le vote de près de 250.000 citoyens, précisément dans les centres urbains les plus politisés du pays. Le MDB exprime sa solidarité avec tous ceux qui, au long de notre combat, ont été injustement proscrits; il présente ses hommages respectueux à ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie ou été victimes de la violation des droits de l'homme.

Le Mouvement démocratique brésilien sort fortifié de tels coups. Il continuera, fièrement et fermement, à la tête du combat pour une totale démocratisation du pays. Il marche, résolument et sereinement, vers les élections de 1976 et 1978, car il sait que la consultation de l'opinion populaire est le vrai chemin et l'authentique destin national.

Brasília, le 7 avril 1976

(1) L'Acte institutionnel n°5 (pleins pouvoirs), promulgué le 13 décembre 1968, avait été inséré dans la Constitution par l'amendement du 17 octobre 1969 (N.d.T.)

2- COMMUNIQUE DE L'ALLIANCE POUR LA RENOVATION NATIONALE (ARENA)

L'Alliance pour la rénovation nationale proteste avec véhémence contre le communiqué du Mouvement démocratique brésilien qui compromet le dialogue en le marquant d'un caractère passionnel incompatible avec le sens des responsabilités d'un parti politique.

Ce communiqué commence par une phrase qui est une contre-vérité: "Les coups de force du gouvernement deviennent routine". Le MDB s'entête à nier la réalité révolutionnaire et, une fois encore, nuit au pays. Il fait ainsi la démonstration qu'il n'est pas à la hauteur du moment de grandeur que connaît la Nation. Ce qui n'est pas souhaitable et ne sera pas permis, c'est que, par l'agitation subversive, le pays puisse être dévié de sa route et la paix troublée. Tout acte fait dans le cadre de la loi n'est ni violence ni arbitraire. Le gouvernement agit conformément à la législation en vigueur, traduite dans l'Acte institutionnel et dans la Constitution qui l'approuve. Il continuera d'agir de la sorte.

Le gouvernement mérite le respect du peuple en raison de l'effort extraordinaire qu'il déploie pour éviter la récession et le chômage. Il n'a pas ni ne promet de formules magiques qui mettraient le pays à l'abri des conséquences d'une crise touchant toutes les nations du monde, les pauvres comme les riches. Il n'accepte pas les expédients qu'utilisent, dans leur démagogie, ceux qui cherchent impunément à exploiter la bonne foi du peuple brésilien.

On ne peut que déplorer l'attitude de l'opposition qui persiste à ne pas faire de distinction entre le terrain où il lui revient légitimement d'agir, et celui où elle se met, de façon intolérable, en position de défi à la Révolution. Celle-ci n'hésite pas et, pour sa défense comme pour son combat contre la subversion et la corruption, elle utilise toujours les moyens légaux dont elle dispose; elle ne s'en déssaisira jamais. Au lieu d'esprit de compréhension et de justice, c'est de démagogie et de tromperie que fait preuve ce communiqué, destiné à agiter le pays et à se servir de l'électorat. Un tel communiqué ne peut aider le Brésil qui a tant besoin de paix pour un travail rédempteur et fécond. Notre Parti ne permettra jamais que des agressions verbales et l'opportunisme politique portent préjudice à la mission du gouvernement. La routine gouvernementale, c'est le travail incessant, quotidien et judiciaire, permettant au Brésil de régler les problèmes économiques provoqués par des facteurs externes.

Il est temps pour le MDB de reconnaître la Révolution comme un fait historique irréversible. Il lui faut abandonner ses positions purement démagogiques et électoralistes, tout autant que ses attitudes de provocation pure et simple. Le gouvernement bénéficie publiquement de la consécration populaire. L'Alliance pour la rénovation nationale et le peuple ne lui ménageront pas leur soutien; de la sorte, il ne s'arrêtera pas à de telles manifestations de non-conformisme antirévolutionnaire, et il poursuivra son oeuvre de modernisation des structures économiques et sociales du pays, de promotion d'un développement intégré et de participation croissante du peuple brésilien aux bienfaits du progrès national. Seuls peuvent craindre son action ceux qui s'opposent à la loi et se perdent dans les méandres de la contestation et de la subversion.

Nous repoussons également la thèse de ceux qui prétendent que nous voulons nous dérober au verdict des urnes. Dans ses constantes déclarations antérieures, l'opposition a fait l'éloge des préoccupations du président de la République en faveur des élections. Un rendez-vous a été pris dans la liberté des urnes et nous sommes sûrs du résultat: la victoire de l'ARENA. Les faits l'emporteront sur les promesses fallacieuses. La vérité triomphera de la mystification. Nous dénonçons devant le pays le spectacle déprimant d'un parti égaré par l'ambition, miné par ses contradictions. Deux tendances (2) s'affrontent au niveau de l'idéologie et des intérêts. Les séquelles de ce heurt violent, qui se traduit par une discipline boîteuse, nous les voyons tous les jours aux tribunes du Congrès national, quand les intérêts de la Nation sont relégués au second plan et sacrifiés. Notre pays est vraiment le théâtre d'une crise qui promet d'être permanente, mais c'est dans le MDB qu'elle se situe, avec ses retombées politiques. Une minorité audacieuse pratique l'agitation et il lui arrive de gagner. Le communiqué des contestataires en est l'exemple.

Dans un tel climat, il n'y a pas place pour un débat profitable. Les grandes réalisations matérielles en faveur du peuple et de la Nation, de 1964 à nos jours, n'ont aucune importance aux yeux de ceux qui sont dominés par la passion du négativisme. Nous sommes une puissance en ascension, reconnue comme telle non point par une vulgaire propagande officielle mais par les nations les plus puissantes du monde. Cela ne s'est pas fait sans des sacrifices énormes, sans combat, sans ténacité, toutes choses qui sont caractéristiques de notre peuple. S'il se trouve des gens pour refuser cette voie de développement, qu'ils sachent que nous sommes définitivement et décidément disposés à les empêcher d'agir de manière antipatriotique. Nous ne fléchirons pas devant la provocation des insensés. Ils ne resteront pas sans réponse les revanchards et les nostalgiques de l'ordre définitivement banni en 1964.

Avec cette protestation, nous invitons le MDB à réfléchir, de sorte qu'il puisse tenir sa place d'instrument utile et profitable au processus démocratique, lequel dépend essentiellement du comportement des partis politiques.

Le 8 avril 1976

(2) La tendance "orthodoxe", modérée, et celle dite "des authentiques", plus radicale (N.d.T.)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140 F - Etranger 160 F
(avion: tarif spécial)

Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249